

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL SÉANCE du 17 JUILLET 2023

Nombre de membres en exercice = 23

Légalement convoqué le 10 juillet 2023, le Conseil municipal s'est réuni le Lundi 17 juillet 2023 à 19 h, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Jean-Pascal THOMASSET, Maire

**PRESENTS** = Mmes et MM. Bernard TAVERNIER, Annick SERRE, Séverine DEBUS, Jean-Michel LEGRAND, Jean-Henri LAURENT, Annie COLOMB, Radikah JUMMUN, Nathalie TISSOT, Eric TRINQUET, Denis COLLET, Nathalie ROMANET, Florence GAUTHIER, Christophe BLANC, Suzy CASSAR, Brigitte LIMODIN.

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents excusés :

Renaud DONZEL donne pouvoir à Jean-Pascal THOMASSET,  
Olivier ROBIN donne pouvoir à Jean-Michel LEGRAND,  
Umus PERRONE donne pouvoir à Nathalie TISSOT.

Absents non excusés :

Mmes et MM. Sylvie CHARDEYRON, Mhrican AVCI, Bertrand BONNAMOUR, Thomas GIRARD

Monsieur le Maire explique au conseil Municipal qu'il y a lieu de redéfinir les modalités de la participation financière de la commune de Nantua au fonctionnement de l'École privée Sainte-Thérèse et de conformer au cadre réglementaire tel que prévu aux articles L442-5 et suivants du code de l'Éducation

Cette contribution financière fait l'objet d'une convention jointe en annexe à la présente délibération, laquelle a pour objet de définir les conditions de financement des dépenses de fonctionnement des classes élémentaires et maternelles de l'école Sainte-Thérèse par la commune de Nantua, ce financement constitue le forfait communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, À 15 VOIX POUR ET 1 ABSTENTION DE SES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS,

- APPROUVE la convention, telle que jointe à la présente délibération, relative à la détermination du forfait communal pour le financement par la commune de Nantua des frais de fonctionnement de l'École privée Sainte-Thérèse, sous contrat d'association,
- AUTORISE Monsieur le Maire à la signer ainsi que tout acte s'y rattachant

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Acte rendu exécutoire après dépôt  
en Sous-préfecture de Nantua le  
Publication ou affichage le  
Jean-Pascal THOMASSET  
Maire de Nantua

Le Maire,  
Jean-Pascal THOMASSET



Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif de Lyon peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception en Préfecture de l'Ain (Sous-préfecture de Nantua)
- date de sa publication et/ou de sa notification

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'Autorité territoriale, auteur de l'acte, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- soit à compter de la notification de la réponse de l'Autorité territoriale, auteur de la présente délibération ;
- soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'Autorité territoriale, pendant ce délai.

Envoyé en préfecture le 27/07/2023

Reçu en préfecture le 27/07/2023

Publié le



ID : 001-210102695-20230717-2023\_54-DE



## CONVENTION DE FORFAIT COMMUNAL

Entre la commune de NANTUA et l'école SAINTE-THERESE pour le financement de ses classes sous contrat d'association

### Entre

Monsieur le Maire de Nantua, Jean-Pascal THOMASSET, dûment habilité aux présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 17 juillet 2023

D'une part,

### Et

Madame Aurélie BRUNET, présidente de l'OGEC Sainte-Thérèse, agissant en qualité de personne morale civilement responsable de la gestion de l'école Sainte-Thérèse, ayant la jouissance des biens immeubles et des biens meubles,

Monsieur Cédric ANGLERAND, chef d'établissement de l'école Sainte-Thérèse.

D'autre part

Vu les articles L131-1, L 442-5 et R 442-44 du code de l'éducation ;

Vu le contrat d'association conclu le 30/11/1987 entre l'Etat et l'école Sainte-

Thérèse il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er - Objet :

La présente convention a pour objet de définir les conditions de financement des dépenses de fonctionnement des classes élémentaires et maternelles de l'école Sainte-Thérèse par la commune de Nantua, ce financement constitue le forfait communal.

### Article 2 - Montant de la participation communale

#### 2.1 au titre de l'année scolaire 2023/2024

La contribution de la commune de NANTUA est calculée selon les règles prévues au dernier alinéa de l'article L. 442-5-1 du code de l'éducation.

Le forfait communal est calculé par référence au coût moyen d'un élève externe scolarisé dans les écoles publiques de la commune d'accueil. Toutefois, le montant dû par la commune de résidence par élève ne peut être supérieur au coût qu'aurait représenté pour la commune de résidence l'élève s'il avait été scolarisé dans une de ses écoles publiques.

VILLE DE NANTUA - 17, rue de l'Hôtel de Ville – B.P. n° 35 – 01130 NANTUA

Tél. 04 74 75 20 55 – Fax 04 74 75 14 25 Site : <http://www.nantua-ville.fr> – Courriel : [mairie@nantua.fr](mailto:mairie@nantua.fr)

En matière de dépenses obligatoires, il convient de préciser que seules les dépenses de fonctionnement font l'objet d'une contribution obligatoire de la commune de résidence, l'intégration des dépenses d'investissement dans le calcul du forfait communal est prohibée.

Les parties s'entendent pour retenir comme base de calcul du forfait communal applicable pour l'année scolaire 2023/2024 les montants suivants :

- 1 044,46€ par élève de maternelle
- 423,25 € par élève d'élémentaire

## **2.2 au titre des années scolaires antérieures et de l'année scolaire 2022/2023**

Les parties se sont également entendues, à la suite de la réunion en Sous-Préfecture de Nantua le 10 mars 2023 confirmé par courriel le 01 avril 2023, sur le fait qu'il ne serait procédé à aucune régularisation rétroactive pour les années antérieures à la présente convention.

Aussi concernant le forfait communal de l'année scolaire 2022/2023, il a été convenu que la commune le verserait au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre 2023, en application de l'avenant N° 1 à la convention en cours en date du 07 décembre 2021.

### **Article 3 - Effectifs pris en compte :**

Seront pris en compte, **les enfants des classes maternelles et élémentaires dont les parents sont domiciliés** sur le territoire de la commune de Nantua et inscrits à la rentrée scolaire de septembre 2023.

Un état nominatif des élèves inscrits dans l'école au jour de la rentrée, état certifié par le chef d'établissement, sera fourni chaque année au mois de janvier.

Cet état, établi par classe, indiquera les prénoms, nom, date de naissance de l'enfant et adresse des parents.

### **Article 4 - Modalités de versement :**

La participation de la commune à ce forfait communal 2023/2024 des classes de l'école Ste THERESE faisant l'objet de la présente convention s'effectuera par versement annuel en date limite du 30 juin 2024.

### **Article 5 - Représentant de la commune :**

Conformément à l'article L.442-8 du Code de l'éducation, l'OGEC Sainte-Thérèse doit inviter un représentant de la Commune de NANTUA désigné par le conseil municipal, à participer chaque année à la réunion de l'organe compétent pour délibérer sur le budget des classes sous contrat d'association.



## Article 6 -Documents à transmettre par l'OGEC Sainte-Thérèse à la commune de Nantua :

Une copie des deux documents adressés par l'OGEC à la Trésorerie générale sera transmise à la mairie :

- Le compte de fonctionnement général et de résultats de l'activité de l'association - réf : GS-CFRR
- Le tableau de synthèse des résultats analytiques - réf : GS-CFRA

## Article 7 - Durée :

La présente convention est conclue pour une durée allant de la signature de la présente convention jusqu'à la fin de l'année scolaire 2023/2024.

Les parties conviennent qu'au terme de cette durée, une nouvelle convention et évaluation du coût de l'élève du public sera réalisée pour réajuster le forfait communal, pour l'année scolaire 2024/2025.

La présente convention sera, de plein droit, soumise à révision si le contrat d'association avec l'Etat donne lieu à avenant et elle deviendrait caduque s'il était dénoncé.

La convention peut, à tout moment, être révisée sous conditions ou résiliée d'un commun accord entre les parties, si cela résulte de la volonté d'une seule des deux parties, elle ne peut-être résiliée qu'en fin d'année scolaire et en respectant un préavis de 4 mois et être notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Nantua, le .....

Le Maire

*Jean-Pascal Thomasset*

La présidente d'OGEC

*Aurélie Brunet*

Le chef d'établissement

*Cédric Anglerand*

Envoyé en préfecture le 27/07/2023

Reçu en préfecture le 27/07/2023

Publié le



ID : 001-210102695-20230717-2023\_54-DE